

Article :

Langue : Français

Publiée : 29 octobre 2024

Droits d'auteur : cette publication a été publiée en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.



Les conséquences des problèmes sécuritaires sur les populations au Burkina

Faso : une étude des impacts socio-économiques et psychologiques

Pr Jean Luc Perez¹, Sirima Kakenien Maximin², Pr Nizeyimana Jean Baptiste³, Sanfo Paulin⁴

Résumé

L'insécurité est devenue l'une des principales préoccupations au Burkina Faso, un pays historiquement considéré comme un havre de paix en Afrique de l'Ouest. Depuis 2015, le pays fait face à une montée fulgurante de la violence due à des attaques terroristes, principalement dans ses régions nord et est. Les groupes djihadistes, affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, exploitent les faiblesses institutionnelles et les fractures sociales pour mener des incursions régulières, ce qui met en péril la stabilité nationale. Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) estime qu'environ 2 millions de personnes ont été déplacées à cause de cette crise sécuritaire. La situation a conduit à une crise humanitaire aiguë et à une instabilité politique marquée par des coups d'État successifs en 2022 et 2023.

L'objectif général de cette étude est d'identifier les problèmes liés à la gestion sécuritaire.

S'agissant de la méthodologie, l'analyse quantitative nous a permis de traiter nos données dites « structurées », notamment les réponses aux questions fermées, afin de décrire l'opinion de la population interrogée sur les questionnaires qui leur ont été soumis. Nous avons mené des analyses descriptives pour rendre compte des comportements et opinions des répondants, en procédant au dépouillement de chaque question ou groupe de questions proposées.

Les résultats révèlent également une prise de conscience significative parmi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ainsi que la population civile concernant le phénomène terroriste. Cette connaissance collective est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention et de lutte contre le terrorisme, permettant de renforcer la résilience des communautés face à cette menace.

En conclusion, il est impératif que les autorités burkinabées et les partenaires internationaux intensifient leurs efforts pour renforcer la sécurité, améliorer la gouvernance et favoriser le développement socio-économique. La lutte contre le terrorisme ne peut se limiter à des actions militaires ; elle doit également englober des initiatives visant à promouvoir la cohésion sociale, la justice et la protection des droits de l'homme. Ce n'est qu'avec une approche holistique et intégrée que le Burkina Faso pourra espérer surmonter les défis posés par le terrorisme et bâtir un avenir plus sûr et plus stable pour ses citoyens.

¹ Distant production House university, Académie de la Paix

² Distant production House university, Académie de la Paix

³ Distant production House university, Académie de la Paix

⁴ Distant production House university, Académie de la Paix

Mots clés : problèmes sécuritaires, populations, Burkina Faso, impacts socio-économiques et psychologiques

I. INTRODUCTION

"Le terrorisme est un ensemble d'actes de violence commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité ou renverser un gouvernement"⁵.

Le terrorisme est un phénomène mondial et constitue de ce fait un défi pour la communauté internationale. Si cette menace pour la paix a été constante dans l'histoire des États, l'avènement du 11 septembre 2001 aux États-Unis qui a fait deux mille neuf cent soixante-dix-sept (2977)⁶ victimes, lui a conféré une dimension nouvelle et a contribué à l'inscrire au titre des enjeux importants de développement et une question récurrente pour la sécurité des nations. Cela marque le réel coup d'envoi du terrorisme international médiatisé. Dès lors, les répliques s'organisent à tous les niveaux et la communauté internationale est déterminée à mener une lutte âpre contre cette nébuleuse guerre qui figure en priorité dans l'agenda des systèmes des Nations Unies.

Depuis 2012, la situation sécuritaire au Sahel est devenue très préoccupante, débutant avec la crise au Mali, suite à la déstabilisation de la Libye. Malgré les interventions françaises dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest, la menace s'est étendue à d'autres pays comme le Niger et le Burkina Faso notamment l'attaque du 6 novembre 2019 où un convoi de la société minière SEMAFO tombe dans une embuscade entre Ougarou et Boungou faisant trente-neuf (39) civils tués et soixante (60) blessés⁷ et celle du 4 janvier 2020 où un bus transportant principalement des collégiens saute sur un engin explosif entre Toéni et Tougan, tuant quatorze (14) civils⁸.

L'année 2019 a été marquée par une dégradation sans précédent de la situation sécuritaire dans les pays du Sahel. Et Xinhua⁹, de relever que : « nous avons non seulement des actes de terrorisme classique, mais nous avons aussi une volonté de briser la cohésion sociale avec des attaques ciblées, notamment contre des édifices religieux, contre les civils, ce qui provoque ensuite des tensions communautaires et des violences par des groupes armés associés à des communautés ou qui prétendent être associés à des communautés ».

Un facteur clé de l'insécurité au Burkina Faso réside dans la fragilité économique et sociale des régions affectées. Les régions nord et est sont historiquement marginalisées, ce qui a laissé place à un vide de gouvernance exploité par les groupes armés. Selon l'analyse de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pauvreté et l'absence d'accès aux services de base renforcent le ressentiment et facilitent l'endoctrinement par les groupes extrémistes. Par conséquent, une approche de développement intégrée visant à améliorer les conditions de vie des populations locales pourrait jouer un rôle crucial dans la réduction des sources d'insécurité.

Parallèlement, l'absence de dialogue et de réconciliation avec certaines communautés locales a alimenté les conflits intercommunautaires, exacerbant l'insécurité. Dans un rapport de

⁵ Petit Larousse en couleur (1980)

⁶ www.francetvinfo.fr, attentats du 11 septembre 2001, (consulté le 04 mars 2021)

⁷ « Sophie Douce, 7 novembre 2019 ; « Burkina Faso : au moins 38 personnes tuées dans une attaque planifiée contre un convoi minier », www.lemonde.fr, (consulté le 04 mars 2021).

⁸ www.mfa.gov.tr, 04 janvier 2020, un car de collégien saute sur une mine, (consulté le 08 mars 2021).

⁹ French.xinhuanet.com, consulter le 10 mars 2021)

L'International Crisis Group (ICG), il est souligné que la marginalisation de certains groupes ethniques et la méfiance entre communautés contribuent à la fragmentation du tissu social . Les initiatives de dialogue, tant au niveau communautaire qu'au niveau national, sont donc essentielles pour désamorcer les tensions et favoriser la cohésion sociale.

Une autre dimension incontournable dans la gestion de l'insécurité est la lutte contre l'impunité. Les violations des droits de l'homme commises par certaines forces de sécurité ont exacerbé la situation, créant un cycle de violence. Human Rights Watch a documenté plusieurs cas de violences perpétrées par les forces de l'ordre contre des civils, ce qui, au lieu de pacifier les régions concernées, alimente davantage les ressentiments . Il est donc impératif de renforcer l'état de droit et d'assurer que les interventions sécuritaires respectent les droits de l'homme afin de rétablir la confiance avec les populations locales.

Enfin, les solutions pour réduire l'insécurité au Burkina Faso ne peuvent pas se limiter aux frontières du pays. Il s'agit d'une crise régionale qui requiert une coopération transnationale. Le G5 Sahel, une coalition régionale de cinq pays sahéliens, a été mis en place pour répondre aux menaces terroristes et renforcer la coopération en matière de sécurité. Cependant, malgré ses efforts, l'impact du G5 Sahel reste limité en raison de contraintes financières et logistiques . Une coordination plus étroite avec des partenaires internationaux, tout en assurant une appropriation locale des solutions, est nécessaire pour assurer une gestion durable de la crise sécuritaire.

La problématique de l'insécurité au Burkina Faso est multifactorielle et nécessite des solutions globales, mêlant réponse militaire, développement socio-économique, réconciliation nationale, et respect des droits humains. Pour parvenir à une stabilité durable, il est essentiel de penser à des stratégies inclusives, basées sur une vision à long terme, qui prennent en compte les dynamiques locales et régionales.

En effet, à l'instar de la plupart des pays de la zone sahélo-saharienne voire du monde, le Burkina Faso fait face à la problématique du terrorisme dont les conséquences néfastes sur le développement socio-économique ne sont plus à démontrer.

Pour faire face à la recrudescence des attaques terroristes, le Burkina Faso a engagé des réformes juridiques et institutionnelles. Au titre des réformes, nous pouvons relever l'adoption d'une loi antiterroriste le 17 décembre 2015.

Dans le cadre de la nouvelle loi antiterroriste, des procédures spéciales ont été élaborées pour donner aux magistrats les instruments juridiques nécessaires pour l'accomplissement de leur mission. Sur le plan opérationnel, les acteurs impliqués dans cette lutte, notamment les troupes de la force conjointe G5 Sahel, les forces barkedane, les forces de défenses et de sécurité locales ainsi que les volontaires de la patrie ont bénéficié d'un renforcement de capacité.

L'objectif général de cette étude est d'identifier les problèmes liés à la gestion sécuritaire.

✚ **Question de recherche :**

« *Quels sont les problèmes liés à la gestion sécuritaire ?* »

✚ **Hypothèse de recherche :**

« *Il existe des problèmes liés à la gestion sécuritaire* ».

II. MATÉRIEL ET MÉTHODES

II.1. Site de l'étude

Notre recherche se focalisera uniquement dans la région du Centre Nord où l'insécurité sévit et qui est presque à l'image des autres régions du territoire burkinabé. Les informations relatives à d'autres localités touchées par le terrorisme seront tirées auprès des sources fiables.

Le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique Occidentale, dans la boucle du fleuve du Niger. Il est limité à l'Est par la République du Niger, au Sud-Ouest par la République de Côte d'Ivoire,

au Nord par la République du Mali, au sud par les républiques du Ghana, du Benin et du Togo. Le Burkina Faso partage une frontière longue d'environ trois mille six-cent-quinze (3615) km avec les pays limitrophes.

Il est entièrement continental et sans débouché maritime. Avec une superficie de 274 200 km², une population de vingt millions quatre cents quatre-vingt-sept mille neuf cents soixante-dix-neuf (20 487 979)268 habitants concentrés en grande partie dans les grandes villes du centre, du Plateau Central, de l'Ouest et de l'Est. Les distances extrêmes sont de 480 kilomètres du Nord au Sud et de 820 kilomètres de l'Est à l'Ouest.

II.2. Méthodologie

L'analyse quantitative nous a permis de traiter nos données dites « structurées » comme les réponses aux questions fermées.

Il s'agit ici de décrire l'opinion de la population interrogée sur les questionnaires qui leur ont été soumis.

Nous avons suivi des analyses descriptives pour décrire les comportements et les opinions de la population interrogée, il s'agit tout simplement pour nous de rendre compte du dépouillement de chaque question ou groupe de questions qui ont été proposés aux répondants. Cette phase d'analyse multivariée consiste donc à présenter les tris à plat de l'ensemble des variables de l'enquête. A cet effet notre analyse s'est effectuée comme suit :

- ✓ Examiner les résultats de nos questions principales
- ✓ Examiner les variables de l'étude
- ✓ Utiliser des questions de sondage plus spécifiques pour bien comprendre les réponses
- ✓ Segmenter les enquêtés du sondage notamment les enquêtés civils et les FDS pour mieux cerner les opinions des différents groupes sociodémographiques.

En fonction du type de question posée, les résultats seront :

- ✓ des effectifs et des pourcentages pour les questions fermées,
- ✓ des analyses des effectifs et des pourcentages des questions fermées,
- ✓ et d'interprétations des effectifs et des pourcentages de ces questions fermées.

II.3. Type d'étude

Dans le cadre de la présente étude, nous adoptons une approche transversale, utilisant plusieurs méthodes pour enrichir l'analyse.

III. QUELQUES THEORIES DE L'ETUDE

1. La théorie de la sécurité humaine

Développée par l'ONU dans les années 1990, la théorie de la sécurité humaine redéfinit la notion traditionnelle de sécurité, la dépassant pour englober des dimensions essentielles à la stabilité et au bien-être des populations, telles que la sécurité économique, alimentaire, sanitaire, et environnementale (UNDP, 1994). Contrairement à une conception purement militaire de la sécurité centrée sur la protection de l'État, la sécurité humaine met l'accent sur la protection des individus. Cette approche prend en compte les besoins fondamentaux des personnes, cherchant à éliminer les menaces qui affectent directement leur vie quotidienne, comme la pauvreté et la maladie, éléments qui contribuent à l'instabilité sociale.

Au Burkina Faso, cette théorie se révèle particulièrement pertinente dans un contexte de crise multidimensionnelle, où la sécurité n'est pas seulement menacée par des attaques armées, mais aussi par des problèmes socio-économiques profonds. La pauvreté et les inégalités, notamment dans les zones rurales, rendent certaines populations vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme. En mettant l'accent sur les droits et les besoins des citoyens, la théorie de la sécurité humaine permet de comprendre que la lutte contre l'insécurité doit intégrer des solutions

non seulement militaires, mais aussi socio-économiques. Le développement durable devient ainsi un outil essentiel pour éradiquer les causes profondes de l'insécurité.

L'application de la théorie de la sécurité humaine au Burkina Faso implique une réponse globale et intégrée, reliant la sécurité aux droits humains fondamentaux. Cela nécessite des politiques qui améliorent l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité alimentaire, et à l'emploi, afin de réduire les facteurs de vulnérabilité qui exposent les populations aux conflits. Des initiatives, telles que les programmes d'appui aux jeunes et aux femmes dans les régions en crise, participent à cette approche holistique, où la sécurité n'est durable que si les citoyens sont protégés dans toutes les dimensions de leur vie.

2. La théorie de la gouvernance sécuritaire

La théorie de la gouvernance sécuritaire, développée par Krahmman (2003), s'appuie sur l'idée que la gestion de la sécurité est un processus complexe qui dépasse le cadre étatique traditionnel. Elle inclut une pluralité d'acteurs qui participent à la sécurité, allant des forces de l'État aux institutions locales, en passant par les organisations non gouvernementales et les communautés elles-mêmes. Cette approche souligne l'importance d'une collaboration entre les différentes parties prenantes pour assurer une sécurité plus inclusive et efficace, surtout dans les régions où l'État n'a plus une présence forte.

Au Burkina Faso, cette théorie prend tout son sens dans les zones rurales et périphériques où l'autorité de l'État est affaiblie, voire inexistante. Des milices locales et des groupes d'autodéfense, comme les *koglweogo*, ont émergé pour pallier l'absence de l'État et défendre les communautés face aux menaces terroristes. Cependant, cette gestion communautaire de la sécurité présente des défis, notamment en termes de respect des droits de l'homme et de contrôle démocratique. La théorie de la gouvernance sécuritaire appelle donc à une approche coordonnée, où l'État, les forces de sécurité locales, et les organisations de la société civile travaillent ensemble pour rétablir l'ordre tout en respectant les normes de droit.

Dans le contexte burkinabé, cette gouvernance partagée de la sécurité doit également inclure des efforts pour renforcer la confiance entre les populations et les autorités. L'État doit, par exemple, impliquer davantage les communautés locales dans la prise de décisions sécuritaires tout en renforçant les capacités des institutions locales pour qu'elles puissent jouer un rôle actif dans la protection des citoyens. La coopération entre acteurs publics et privés est essentielle pour surmonter l'insécurité et restaurer la paix dans des régions déstabilisées par les violences armées.

3. La théorie de l'État fragile

La théorie de l'État fragile, formulée par Rotberg (2004), explique que l'incapacité de l'État à remplir ses fonctions régaliennes telles que la sécurité et le maintien de l'ordre conduit à sa fragilisation, créant ainsi un terrain propice à l'instabilité, aux conflits armés, et à la montée du terrorisme. Un État fragile se caractérise par une perte de contrôle sur son territoire, une faiblesse de ses institutions, et une incapacité à fournir des services de base à ses citoyens. Ces États deviennent vulnérables aux ingérences internes et externes, y compris par des acteurs non étatiques tels que les groupes terroristes.

Au Burkina Faso, cette théorie est particulièrement pertinente, car l'État a progressivement perdu le contrôle de certaines régions du pays, en proie à des attaques répétées de groupes terroristes et à des violences intercommunautaires. La fragilisation de l'État burkinabé a laissé un vide que ces groupes armés ont exploité, en particulier dans le nord et l'est du pays. Cette situation a exacerbé l'insécurité et a conduit à un cercle vicieux où la faiblesse de l'État renforce les forces insurgées, aggravant ainsi la déstabilisation des régions concernées.

Pour répondre à la fragilité de l'État, les stratégies doivent inclure un renforcement des institutions publiques, notamment par des réformes de gouvernance qui restaurent l'autorité de

l'État, améliorent la capacité des forces de sécurité, et assurent une meilleure prestation des services publics. La restauration de l'État passe également par une amélioration de l'inclusion politique et la lutte contre la corruption. La stabilisation du Burkina Faso ne pourra être atteinte sans un État fort, capable d'assurer à la fois la sécurité de son territoire et le bien-être de ses citoyens.

4. La théorie de la radicalisation

La théorie de la radicalisation s'intéresse aux processus par lesquels des individus ou des groupes adoptent des idéologies extrémistes et en viennent à utiliser la violence pour atteindre leurs objectifs. McCauley et Moskalenko (2008) identifient plusieurs facteurs contribuant à ce phénomène, notamment les injustices perçues, la marginalisation socio-économique, et les influences idéologiques, souvent véhiculées par des prêcheurs radicaux ou des réseaux terroristes. Au Burkina Faso, la radicalisation trouve un terrain fertile dans des régions où les jeunes, confrontés à un manque de perspectives économiques et à une exclusion sociale, deviennent des cibles faciles pour les idéologies extrémistes.

Cette radicalisation est renforcée par des perceptions d'injustice, souvent liées à l'inégalité d'accès aux services de base et à la pauvreté généralisée dans certaines zones rurales. L'absence de l'État dans des régions reculées et la faiblesse des infrastructures publiques exacerbent ces sentiments de marginalisation. En réponse, de nombreux jeunes cherchent à exprimer leur frustration à travers l'engagement dans des groupes armés ou en suivant des discours extrémistes qui leur promettent une alternative à leur situation. Le Burkina Faso, avec ses défis socio-économiques, doit donc adopter des stratégies pour lutter contre la radicalisation en ciblant ces causes profondes.

Les solutions pour contrer la radicalisation passent nécessairement par des interventions qui visent à améliorer les conditions de vie et à offrir des opportunités économiques aux jeunes dans les régions vulnérables. Il est crucial de mettre en place des programmes de sensibilisation, d'éducation, et de réintégration pour dissuader l'adhésion aux groupes radicaux, tout en luttant contre l'influence des prêcheurs extrémistes. En outre, le rôle des acteurs locaux, y compris les leaders religieux modérés, est essentiel pour promouvoir des discours de paix et de tolérance dans les communautés touchées.

5. La théorie du développement local

La théorie du développement local, notamment mise en avant par Amartya Sen (1999), soutient que le développement, envisagé comme un ensemble de libertés et d'opportunités, est un levier clé pour combattre l'insécurité. Selon cette théorie, en améliorant les conditions de vie des populations locales et en renforçant leur accès aux services de base, il devient possible de créer un environnement résilient face aux menaces sécuritaires. L'approche du développement local valorise la participation des communautés et leur autonomisation, afin qu'elles puissent mieux répondre aux défis économiques et sociaux.

Dans le contexte du Burkina Faso, cette théorie propose une réponse adaptée aux problèmes d'insécurité liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Le pays, avec son taux de pauvreté élevé et son développement inégal entre les zones rurales et urbaines, peut utiliser le développement local comme un outil pour renforcer la stabilité. En investissant dans des infrastructures de base, telles que les écoles, les centres de santé, et les routes, les autorités peuvent améliorer les conditions de vie des populations et réduire les frustrations qui alimentent l'insécurité.

De plus, en favorisant des programmes de développement économique locaux, notamment par le soutien aux initiatives agricoles et artisanales, le Burkina Faso peut créer des opportunités d'emploi et d'autosuffisance pour ses citoyens. Ces stratégies de développement local, si elles sont bien mises en œuvre, pourraient non seulement renforcer la résilience des communautés,

mais aussi réduire l'influence des groupes armés et des réseaux criminels qui prospèrent dans les zones délaissées par l'État.

6. La théorie des conflits sociaux

Développée par Karl Marx et d'autres sociologues, la théorie des conflits sociaux postule que les tensions sociales et économiques résultent des inégalités structurelles au sein de la société (Marx, 1867). Ces inégalités, qu'elles soient économiques, politiques, ou sociales, créent des divisions entre les différentes classes, ethnies ou groupes religieux, pouvant conduire à des conflits. Cette théorie met en lumière le rôle des disparités dans la répartition des ressources et des opportunités, qui, si elles ne sont pas corrigées, peuvent provoquer des tensions sociales graves.

Au Burkina Faso, les conflits intercommunautaires et la marginalisation de certaines régions rurales sont des manifestations directes de cette dynamique des conflits sociaux. Les inégalités d'accès aux ressources naturelles, aux services publics et aux infrastructures essentielles, exacerbées par une gestion parfois défailante de l'État, ont alimenté les rivalités et les tensions entre différentes communautés. Ces tensions sont aggravées par la concurrence pour les terres, l'eau et les autres ressources, ainsi que par le manque d'opportunités économiques, surtout dans les zones périphériques.

Pour répondre à ces défis, une approche basée sur la justice sociale et la réduction des inégalités est nécessaire. Le Burkina Faso doit non seulement promouvoir un développement équitable, mais aussi adopter des politiques inclusives qui adressent les besoins des populations marginalisées. En réduisant les inégalités, notamment à travers des réformes foncières et des investissements dans l'éducation et la santé, le pays pourrait atténuer les conflits sociaux et, par conséquent, renforcer la cohésion nationale.

IV. PRINCIPAUX RESULTATS DE LA RECHERCHE

Depuis plus d'une décennie, la sous-région Ouest Africaine particulièrement la bande sahélo-saharienne, est confrontée à une crise sécuritaire sans précédent qui menace la quiétude des populations. C'est à partir de 2015 que le contexte sécuritaire burkinabè connaît une dégradation non négligeable, caractérisée par l'épineuse question de terrorisme. Pour une meilleure compréhension de notre travail, il est nécessaire de faire une analyse de la menace terroriste au Burkina Faso.

1. Analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso

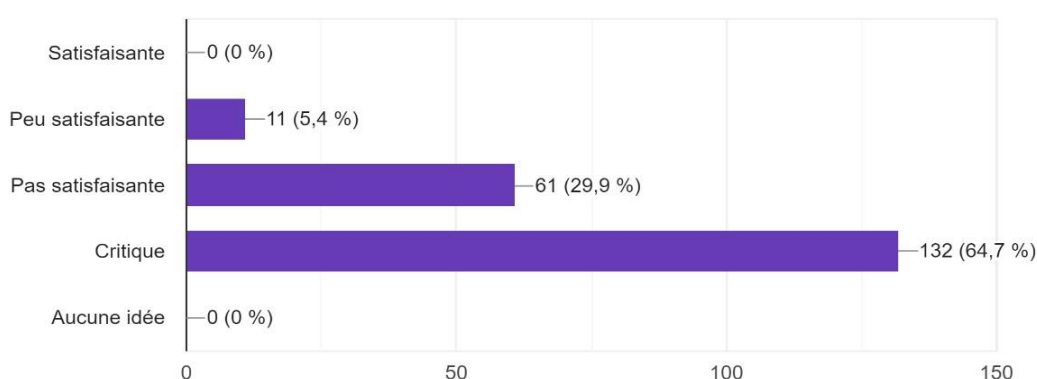
Considéré comme lointain, de nos jours le terrorisme est une préoccupation majeure dans le domaine de sécurité. Au regard du niveau de cette menace sans précédent, la sécurisation des populations se pose avec acuité.

A la date du 31 octobre 2022 le pays enregistre des attaques au cours desquelles plus de dix mille (10.000) personnes ont perdu la vie²⁷⁵, un million sept cents soixante un mille neuf cents quinze (1 761 915)²⁷⁶ de personnes déplacées internes (PDI) dont 16,76% d'hommes, 22,90% de femmes et 60,34% d'enfants.

Pour mener à bien cette analyse, en premier lieu, nous parlerons des groupes terroristes qui sévissent dans la région ouest africaine, en second lieu, les facteurs favorisant le terrorisme au Burkina et en troisième lieu, les modes opératoires de ces groupes terroristes.

3. Que pensez-vous de la situation sécuritaire au Burkina Faso ?

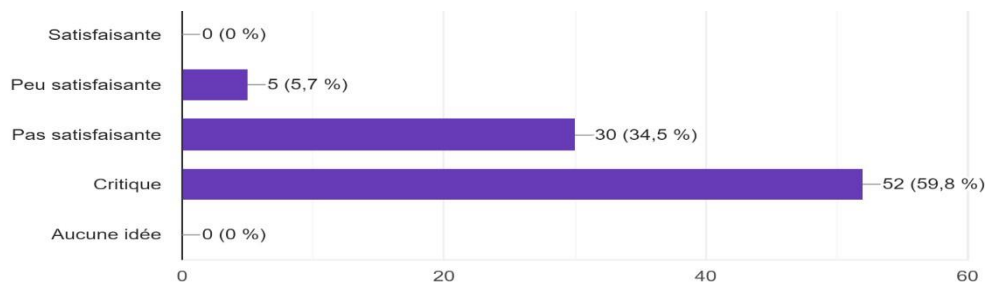
204 réponses



Source : enquête terrain de Août 2022 à Octobre 2022

Sur cet histogramme nous constatons 64,7% des populations civiles jugent la situation critique, 29,9% pensent que la situation sécuritaire n'est pas satisfaisante et 5,4% disent que la situation est peu satisfaisante.

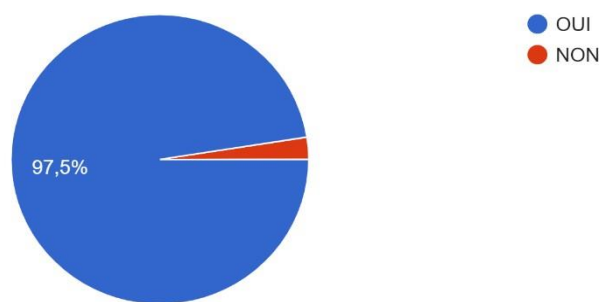
Histogramme représentant l'avis des populations sur la situation sécuritaire au Burkina Faso



Source : enquête terrain de Août 2022 à Octobre 2022

Sur cet histogramme nous constatons 64,7% des populations civiles jugent la situation critique, 29,9% pensent que la situation sécuritaire n'est pas satisfaisante et 5,4% disent que la situation est peu satisfaisante.

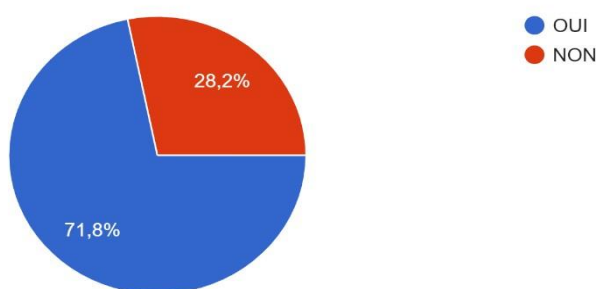
Graphique représentant l'avis des FDS sur la connaissance du phénomène terroriste au Burkina Faso.



Source : enquête terrain de Août 2022 à Octobre 2022

Sur ce graphique nous constatons que 97,5% des FDS ont une connaissance sur le phénomène terroriste au Burkina Faso et 2,5% n'ont pas de connaissance sur le phénomène.

Graphique représentant l'avis des civils sur la connaissance du phénomène terroriste au Burkina Faso.



Source : enquête terrain de Août 2022 à Octobre 2022

Sur ce graphique nous constatons que 71,8% des FDS ont une connaissance sur le phénomène terroriste au Burkina Faso et 28,2% n'ont pas de connaissance sur le phénomène. Par conséquent, à la lumière des données des civils et des FDS, nous pouvons déduire que plus de la majorité des burkinabé ont connaissance du phénomène terroriste.

2. Les différents groupes terroristes opérant dans le Sahel

Pour une meilleure analyse de la menace terroriste au Burkina Faso, il est primordial de présenter les principaux groupes terroristes basés dans la bande sahélo-saharienne et leurs leaders,¹⁰ car ce sont eux qui opèrent au Burkina Faso. Il s'agit :

➤ **Du groupe Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)**

Le groupe Salafiste pour la Prédilection et le Combat (GSPC), autoproclamé en janvier 2017 AQMI a germé sur le terreau de mouvements radicaux de contestation du pouvoir algérien. Il évolue sous les ordres de l'algérien Djamel Okacha alias Yahia Abou El Hammam, promu Emir du Sahara en octobre 2012 dans la structure organisationnel d'AQMI. Ce groupe comprend trois (03) Katiba : Tarik Ibn Ziyad, commandé par Mohammed Ghedir alias Abou Zeyd tué en 2013, basé au Nord Est de Kidal, Al-Forkaner commandé par Tahla Al-Libi, basé au Nord-Ouest de Tombouctou et Al-Ansar qui est absorbé par Ansar Edine.

➤ **Du groupe Al-Mourabitoun**

Ancien Chef de la brigade des enturbannés d'AQMI et destitué du commandement de cette brigade en octobre 2012, Mokhtar Belmokhtar alias Khaled Abou Al-Abbas décida de créer son groupe dénommé « les signataires par le sang » en décembre 2012. C'est ce groupe qui va s'associer au groupe Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) de Abderrahmane Ould el-Amar (tué en 2014) en aout 2013 pour créer le groupe Al-Mourabitoun dont la scission est intervenue en mai 2015 pour donner naissance au groupe Al-Mourabitoun pro-AQMI dirigé par Mokhtar Belmokhtar le 4 décembre 2015 et le groupe Al-Mourabitoun pro-Daech dénommé « État islamique au Grand Sahara (EIGS) de Al Sahraoul le 30 octobre 2016. C'est ce groupe également qui a revendiqué les attaques du Radisson Blue à Bamako et du restaurant Cappuccino à Ouagadougou etc.

➤ **Du groupe Ansar Eddine : les défenseurs de la loi**

L'objectif d'Ansar Eddine était d'instaurer la charia dans tout le Mali et de créer une République islamiste. Il est dirigé par Iyad Ag Ghaly, Touareg de Kidal. Il est le parrain de deux (02) groupes que sont le Front de Libération du Maccina (FLM) de Amadou Koufa et la Katiba Ibn Walid de Souleymane Keïta. Il est également un membre influent de la secte Dawa d'obédience pakistanaise et serait à la base d'incitation d'attaque contre les postes isolés des forces de défense et de sécurité (FDS).

➤ **Du Front de Libération du Maccina (FLM)**

Créé par Amadou Koufa, le FLM est issu d'une scission du MUJAO et en particulier de la mouvance dite peulh et s'inscrit dans une alliance avec Ansar Eddine. Le FLM se fonde sur une dimension territoriale et éthique (peulh).

➤ **Du Groupe Ansarul Islam (GAI)**

Né d'une association dénommée « association islamique Al irchad », Ibrahim Malam Dicko, burkinabé, est le fondateur dudit groupe. Dans un communiqué non-authentifié attribué au groupe, il est indiqué que Djafar Dicko est le nouveau Chef.

Aussi, de source sécuritaire, Ibrahim Malam serait mort en mai 2017 suite à l'opération militaire « Bayard » menée conjointement par les forces burkinabé, malienne, nigérienne et la force Barkhane. Les multiples attaques perpétrées au Nord du Burkina Faso, précisément dans la province du Soum, sont revendiquées par ce groupe.

➤ **Du groupe Nusrat al-Islam wal-Muslimin : Groupe pour le soutien de l'Islam et des Musulmans (GSIM)**

¹⁰ Laurence Aïda Ammour, Analyste en sécurité internationale et défense, les leaders terroristes en Afrique du Nord-Ouest : historique, évolution, stratégie, Alger, du 24 au 28 avril 2017 au cours d'un atelier du Centre d'Etude Stratégique pour l'Afrique

Selon une vidéo mise en ligne en début mars 2017, il a été annoncé la création de la nouvelle organisation « le Groupe pour la victoire de l'Islam et des croyants » dont Iyad Ag-Ghaly d'Ansar Edine est l'émir. Ce groupe est constitué des leaders des groupes terroristes ci-après : Amadou Koufa du Front de Libération du Maccina (FLM), Djamel Okacha, émir pour le Sahara-Aqmi, Hassan al-Ansari, lieutenant de Mokhtar Belmokhtar d'Al-Mourabitoun et Abou Abderrahmane El Senhadji du Qadi de AQMI.

➤ **Du groupe Boko Haram**

Le groupe Boko Haram du Nigéria est l'un des groupes terroristes le plus violent en Afrique de l'Ouest. Son leader est Abubakar Shekau. Il opère au nord Nigéria et au Nord Cameroun, au Sud du Tchad et au Sud du Niger. La majorité des groupes susmentionnés sont à la base des attaques terroristes perpétrées au Burkina Faso dont celle contre l'hôtel Splendide et le café restaurant cappuccino du 16 janvier 2016 revendiquée par le Groupe Al-Mourabitoun de Mokhtar Belmokhtar, et celle de l'Etat-major Général des Armées et l'ambassade de France du 02 mars 2018 par le groupe Nusrat al-Islam Wal-Muslimin de Iyad Ag-Ghaly.

V. DISCUSSION DES PRINCIPAUX RESULTATS

Les résultats de notre analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso révèlent une préoccupation croissante face à la menace terroriste, corroborant les travaux précédents sur le sujet. En effet, la situation sécuritaire est jugée critique par 64,7 % de la population civile, tandis que 29,9 % la trouvent insatisfaisante, ce qui reflète une perception largement partagée des défis actuels. Ces chiffres rejoignent les conclusions d'études antérieures qui soulignaient l'augmentation des attaques terroristes dans la région, entraînant des pertes humaines considérables et un nombre croissant de personnes déplacées internes, estimé à 1 761 915.

Dans notre analyse des groupes terroristes actifs dans le Sahel, nous avons identifié des entités bien connues, telles que le groupe Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et le groupe Boko Haram, dont les activités criminelles sont documentées dans plusieurs recherches antérieures. Par exemple, les actes revendiqués par ces groupes, tels que les attaques de l'hôtel Splendide et du café restaurant Cappuccino, illustrent leur capacité à frapper des cibles symboliques, renforçant l'idée que le terrorisme est devenu une menace omniprésente au Burkina Faso.

De plus, la connaissance du phénomène terroriste parmi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), qui atteint 97,5 %, ainsi que celle des civils, à 71,8 %, souligne un consensus croissant sur la nécessité d'une action concertée contre cette menace. Cela corrobore les travaux antérieurs qui indiquaient que la sensibilisation et l'éducation sur les enjeux sécuritaires sont cruciales pour mobiliser les efforts de lutte contre le terrorisme. En somme, notre analyse confirme et enrichit la compréhension des dynamiques sécuritaires au Burkina Faso, tout en mettant en lumière les défis à relever pour la sécurisation des populations face à un terrorisme de plus en plus complexe.

VI. CONCLUSION

La conclusion de cette étude met en évidence l'ampleur alarmante de la menace terroriste au Burkina Faso, un phénomène qui a profondément perturbé la vie des citoyens et l'équilibre sécuritaire du pays. À travers l'analyse quantitative de l'opinion publique et des données relatives à la situation sécuritaire, nous avons pu établir que la majorité de la population considère la situation comme critique, soulignant ainsi l'urgence d'une réponse efficace.

Les résultats révèlent également une prise de conscience significative parmi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ainsi que la population civile concernant le phénomène terroriste. Cette connaissance collective est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention et de lutte contre le terrorisme, permettant de renforcer la résilience des communautés face à cette menace.

De plus, notre exploration des différents groupes terroristes opérant dans le Sahel a permis de mettre en lumière les interconnexions et les motivations qui sous-tendent leurs actions. Les

enjeux sécuritaires au Burkina Faso sont liés à des facteurs complexes, allant des dynamiques régionales aux causes profondes du terrorisme, tels que l'exclusion sociale, les tensions ethniques et les conflits d'accès aux ressources.

En conclusion, il est impératif que les autorités burkinabées et les partenaires internationaux intensifient leurs efforts pour renforcer la sécurité, améliorer la gouvernance et favoriser le développement socio-économique. La lutte contre le terrorisme ne peut se limiter à des actions militaires ; elle doit également englober des initiatives visant à promouvoir la cohésion sociale, la justice et la protection des droits de l'homme. Ce n'est qu'avec une approche holistique et intégrée que le Burkina Faso pourra espérer surmonter les défis posés par le terrorisme et bâtir un avenir plus sûr et plus stable pour ses citoyens.

VII. LIMITES DE L'ÉTUDE

Des limites ont émaillé notre étude et quelquefois, influé sur la qualité de nos recherches. Comme limites, nous pouvons relever essentiellement notre incapacité à parcourir toutes les régions touchées par l'hydre terroriste pour rencontrer les populations et les forces de défense et de sécurité. À cela s'ajoute la réticence de certaines personnes vis-à-vis du sujet.

VIII. REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout le monde de près ou de loin qui ont accepté de participer à cette étude.

IX. CONTRIBUTIONS DES AUTEURS

Les contributions des auteurs à cette recherche se déclinent en plusieurs axes significatifs. D'abord, ils apportent une analyse approfondie de la situation sécuritaire au Burkina Faso, en contextualisant le phénomène terroriste au sein des dynamiques sociopolitiques et économiques du pays. Leur travail met en lumière les perceptions des populations civiles et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) face à cette menace, offrant ainsi une compréhension nuancée des défis actuels. De plus, en explorant les groupes terroristes opérant dans la région sahélo-saharienne, les auteurs contribuent à une meilleure connaissance des acteurs impliqués et des enjeux qui en découlent. Leur approche méthodologique, alliant analyses quantitatives et qualitatives, enrichit le débat scientifique sur la sécurité en Afrique de l'Ouest et propose des pistes de réflexion pour des stratégies de prévention et de réponse au terrorisme. Enfin, cette recherche ouvre la voie à de futures études sur les interactions entre sécurité, développement et gouvernance, soulignant ainsi l'importance d'une approche multidisciplinaire pour appréhender les problématiques complexes auxquelles le Burkina Faso est confronté.

X. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Aucun conflit n'est à signaler dans la présente étude.

XI. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abega, S. C. (2018). Les défis sécuritaires dans la région du Sahel : une approche multidimensionnelle. Paris : L'Harmattan.
2. Agier, M. (2019). Gouverner l'incertitude : les politiques humanitaires du non-refuge. Paris : Seuil.
3. Azam, J.-P., & Mesplé-Somps, S. (2017). La gouvernance en Afrique de l'Ouest face à l'insécurité. *Revue d'Économie du Développement*, 25(2), 45-67.
4. Bachelard, H. (2020). *Terrorisme et instabilité politique en Afrique de l'Ouest*. Bruxelles : Bruylant.
5. Badie, B. (2018). *Le temps des humiliés : pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob.
6. Bayart, J.-F. (2019). *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris : Fayard.

7. Biaya, T. K. (2015). *Insécurité et gestion des conflits en Afrique*. Dakar : CODESRIA.
8. Bigo, D. (2017). *Politiques de sécurité et pratiques sécuritaires en Afrique francophone*. Paris : CNRS Éditions.
9. Blin, A. (2018). *Les nouvelles guerres d'Afrique : du terrorisme aux conflits ethniques*. Paris : Gallimard.
10. Boly, A. (2019). *Les régimes d'exception dans les pays du Sahel : cas du Burkina Faso*. Paris : Karthala.
11. Boyer, F. (2020). *Le terrorisme en Afrique : histoire, enjeux et perspectives*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
12. Cissé, A. (2017). *La coopération régionale et la sécurité au Sahel : défis et perspectives*. Paris : L'Harmattan.
13. Clapham, C. (2017). *L'Afrique et la gouvernance mondiale*. Paris : Armand Colin.
14. Collier, P. (2019). *Guerres civiles et politiques de la sécurité en Afrique*. Paris : Presses de Sciences Po.
15. Coulibaly, M. (2018). *Les défis sécuritaires dans l'Afrique de l'Ouest : entre terrorisme et conflits communautaires*. Abidjan : Éditions CEDA.
16. Dandoy, R. (2020). *Conflits et régimes politiques en Afrique subsaharienne*. Paris : Economica.
17. Diallo, I. (2016). *Le terrorisme en Afrique de l'Ouest : origine et expansion des groupes jihadistes*. Paris : L'Harmattan.
18. Diop, B. (2018). *Sécurité et défense en Afrique : les nouvelles menaces*. Dakar : Presses universitaires de Dakar.
19. Djoufack, A. (2019). *La gestion des crises et conflits en Afrique*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang.
20. Foucher, V. (2016). *Les nouveaux acteurs de la sécurité en Afrique : milices, groupes armés et États*. Paris : Karthala.
21. Guichaoua, Y. (2020). *Sahel : menaces jihadistes et réponses locales*. Paris : La Découverte.
22. Hahonou, E. (2018). Les politiques publiques face au terrorisme au Burkina Faso. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 25(4), 87-102.
23. Kaboré, M. (2017). *Lutte contre le terrorisme au Burkina Faso : défis et stratégies*. Ouagadougou : Université de Ouagadougou.
24. Kane, A. (2018). *Les dispositifs juridiques de lutte contre le terrorisme en Afrique francophone*. Paris : Dalloz.
25. Le Roy, E. (2017). *L'État post-colonial et la gestion de l'insécurité en Afrique*. Paris : Karthala.
26. Lounnas, D. (2019). L'évolution des menaces terroristes au Sahel. *Afrique contemporaine*, 271(3), 45-63.
27. Mappa, E. (2020). *La résilience des institutions africaines face aux crises sécuritaires*. Yaoundé : Presses Universitaires d'Afrique.
28. Mucchielli, L. (2018). *Violences et insécurité en Afrique : analyse des causes et des dynamiques*. Paris : CNRS Éditions.
29. N'Diaye, B. (2019). *Le Sahel en crise : terrorisme, insécurité et gouvernance*. Paris : L'Harmattan.
30. Somé, S. (2019). *Politiques de défense et sécurité au Burkina Faso*. Ouagadougou : Presses universitaires de Ouagadougou.

31. Sow, A. (2020). Crises politiques et instabilité sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Paris : PUF.
32. Traoré, S. (2016). Les régimes politiques africains face à la menace terroriste. Paris : Éditions du Panthéon.